

PARTAGER ET RÉAFFECTER LES PROJETS TECHNOLOGIQUES

L'association VivAgora, pour le débat public Sciences et société, s'emploie depuis 4 ans à développer des pratiques de démocratie sur les questions techniques et scientifiques. Elle demande aux candidats à la présidence de la République, de mettre en œuvre les six propositions suivantes :

Les choix technologiques façonnent nos modes de vie (agriculture, alimentaire, alimentation, transport, énergie), nos modes de communication, et de surveillance. Ils influencent nos rapports économiques et géopolitiques.

Or, les modes de décision actuels mobilisent peu les avis de la société et restent largement aux mains d'un réseau politico-scientifique souvent perméable aux lobbies industriels.

De plus, ces décisions intervenant sur des questions complexes, comportant des incertitudes manifestes et parfois irréductibles, débordent le cadre habituel des expertises scientifiques et techniques.

Pour accroître notre discernement en matière de choix technologiques, il est donc indispensable de :

- recourir à des évaluations pluralistes, en associant les citoyens issus des associations les plus diverses à l'élaboration des scénarios pour l'avenir,
- valoriser les analyses philosophiques, historiques, juridiques et sociétales issues du milieu académique.

Nos propositions visent à :

- permettre des décisions socialement partagées donc robustes (c'est-à-dire assumées collectivement),
- enrichir la démocratie représentative par les débats avec la société civile,
- organiser une « écologie de la politique » qui - de même qu'un écosystème évolue par l'interaction permanente de ses différents organes ou niveaux - se nourrit de la communication entre les acteurs.

Pour atteindre ce cap nous proposons six actions aux acteurs politiques :

1 – Promouvoir une évaluation intégrée des projets.

Les dimensions locales, sociales et environnementales sont à prendre en compte, non pas d'un point de vue général et abstrait mais concrètement dans un dialogue avec les acteurs concernés. L'expertise ne peut se cantonner aux savoirs techniques (qui contiennent des incertitudes et des représentations spécifiques) : elle doit s'étendre aux porteurs d'enjeux et compléter les traditionnels *business plans* par des *social plans* ou des plans environnementaux.

2 – Mettre en valeur les regards et expériences des populations

La critique sociale est en mesure de mettre en contexte les savoirs techniques, de les féconder avec d'autres modes d'appréciation, historiques, sociaux, culturels ou émotionnels. Pour lui donner du poids et de la consistance il est nécessaire d'aider à sa structuration, son élaboration et sa manifestation, en s'appuyant sur des groupes sociaux divers (syndicats, fondations, associations...) capables de s'investir dans la production d'expertises.

3 – Éviter l'instrumentalisation des experts scientifiques.

Le savoir scientifique ayant sa spécificité, il ne peut légitimement servir à cautionner une politique. Les organes politiques (comme l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) pourraient créer un conseil social à côté de leur conseil scientifique pour mettre en action les expertises de la société civile.

4 - Impliquer les sciences sociales et humaines pour réfléchir aux enjeux, aux usages et finalités des recherches.

Les sciences humaines disposent de méthodes et d'outils pour explorer les impacts humains et sociaux, les représentations, les projections, les discours et promesses.

Leur rôle est majeur pour faciliter et approfondir la discussion publique.

5 – Construire collectivement des scénarios acceptables

Nous avons besoin de « réflexivité » pour mûrir les projets technologiques. Ces derniers doivent donc être exposés publiquement (information), discutés selon des approches pluralistes (débats), et mis en balance avec des scénarios alternatifs. Pour ce faire, les parties prenantes ne doivent pas être juxtaposées mais associées pour composer une identité collective vivante. Cela passe par quatre étapes : rassembler les personnes, caractériser leurs points de vue ou avis (production de savoirs), reconnaître la diversité, élaborer un compromis acceptable (gagnant-gagnant). Cet exercice requiert méthode et durée. Il doit se situer au cœur du processus décisionnel.

6 – Instaurer une gouvernance par la confiance.

Pour harmoniser les projets avec leur contexte social, économique et culturel, les pouvoirs publics peuvent favoriser l'implication de porteurs d'intérêts dès leur conception. Cette participation est susceptible de remplacer les logiques d'opposition par des logiques de coopération et de confiance.